



CONTRAT DE CONCESSION

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

CONTRAT DE CONCESSION
FORME : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**OBJET : LA GESTION DE LA FOURRIERE
AUTOMOBILE POUR LA VILLE D'OLLIOULES**

Ville d'OLLIOULES
espace Puget
place Trotobas
CS 40108
83191 OLLIOULES
Tél : 04.94.30.41.48

SOMMAIRE

1 - Identification des parties au contrat	4
2 - Préambule	4
3 - Dispositions générales	4
3.1 - Nature du contrat	4
3.2 - Objet du contrat	4
3.3 - Périmètre de la concession	4
3.4 - Engagements du délégataire	5
3.4.1 - Missions et obligations du délégataire	5
3.4.2 - Exclusivité	5
3.5 - Engagements de l'autorité concédante	7
3.6 - Pièces contractuelles	7
3.7 - Durée et prise d'effet du contrat	7
3.8 - Recours à des tiers - Sous-traitance	8
3.9 - Cession du contrat	8
4 - Moyens humains affectés à la concession	8
4.1 - Personnel du délégataire	8
4.2 - Conditions de travail	9
5 - Moyens matériels affectés à la concession	9
5.1 - Moyens immobiliers mis à disposition du délégataire	9
6 - Conditions d'exploitation	9
6.1 - Continuité du service	9
6.2 - Contrôle par l'autorité concédante	9
6.3 - Contrats conclus avec des tiers	9
7 - Conditions financières et fiscales	10
7.1 - Rémunération du délégataire	10
7.2 - Charges d'exploitation	10
7.3 - Tarification	10
8 - Suivi et contrôle de la concession	11
8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité concédante	11
8.2 - Contrôle exercé par l'autorité concédante	12
9 - Responsabilités - Garanties - Assurances	12
9.1 - Responsabilité de l'autorité concédante	12
9.2 - Responsabilité du délégataire	13
9.3 - Garanties des ouvrages et équipements	13
9.4 - Assurances	13
9.4.1 - Obligation d'assurance	13
9.4.2 - Information de l'autorité concédante	14
10 - Sanctions	14
10.1 - Pénalités	14
10.2 - Déchéance	15
11 - Résiliation du contrat	15
11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	15
11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire	16
11.3 - Résiliation pour force majeure	16
11.4 - Autres cas de résiliation	15
12 - Fin du contrat	17
12.1 - Faits générateurs	17
12.2 - Continuité du service en fin de contrat	17
13 - Dispositions diverses	17

13.1 - Règlement des litiges et langues.....	17
13.2 - Notification, élection de domicile.....	18
13.3 - Traitement des données à caractère personnel.....	18
14 - Pièces annexes	19
15 - Signature.....	19

1 - Identification des parties au contrat

Entre les soussignés

Nom de l'organisme : Ville d'OLLIOULES, ci-après désignée « l'autorité concédante »,

ET

Nom du délégataire : GARAGE AUBRY
Adresse : R.N.8. Quartier de la Grange
83330 Le Beausart
Courriel : garageaubry@orange.fr
Numéro de téléphone : 0494984840
Numéro de SIRET : 322992126 0001
Code APE : 5221Z
Numéro de TVA intracommunautaire : FR 6332992126

Représenté par : DUEL Sébastien
Agissant en qualité de : gérant

Ci-après désigné « le délégataire »

Il est convenu ce qui suit :

2 - Préambule

Par délibération du 29/01/2024, le conseil municipal a décidé de confier, selon une délégation de service public, la gestion de la totalité du service de la fourrière automobile.
Le présent contrat de concession a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville d'OLLIOULES entend déléguer l'exploitation.

3 - Dispositions générales

3.1 - Nature du contrat

Une Délégation de Service Public, telle que définie aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique.

3.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Contrat de concession concernent :
CONTRAT DE CONCESSION SOUS LA FORME D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
AYANT POUR OBJET LA GESTION DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE POUR LA VILLE
D'OLLIOULES

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de la commune d'OLLIOULES

(1) Mention indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier.

3.3 - Périmètre de la concession

Le périmètre de la concession est le suivant :

La mise en fourrière automobile concerne les véhicules terrestres, à deux, trois ou quatre roues, les caravanes et les remorques ainsi que les véhicules poids lourds, de tous tonnages.

La prestation consiste à l'enlèvement, ou au déplacement, et à la garde des véhicules sur réquisition des personnes habilitées prévues aux articles R325-5, R 325-9, R325-11 et R325-14 du Code de la Route.

L'enlèvement devra être effectué également dans les parkings souterrains actuels ou à venir, dont la hauteur est à minima de 2 mètres.

Sont concernés :

- les véhicules de tous tonnages, en infraction avec les dispositions du Code de la Route et notamment son article L. 325-1,
- les véhicules accidentés ou classés "épaves" constituant une gêne ou un danger dans les lieux publics,
- les véhicules faisant l'objet d'une mesure judiciaire.
- les caravanes, les remorques
- les véhicules gênants lors de manifestations culturelles, sportives, des travaux, et autres nécessités peuvent faire l'objet d'une mise en fourrière sur demande du Maire ou de la police municipale, ou nationale.

La durée des dépôts des véhicules en fourrière est fixée conformément aux dispositions légales en vigueur au jour de leur mise en dépôt.

Les véhicules en infraction seront désignés au concessionnaire par les services de police qui fixeront le lieu d'enlèvement, et assisteront à l'arrivée du véhicule du concessionnaire. Un rapide constat de l'état du véhicule sera effectué conjointement par le concessionnaire et les services de police, puis le véhicule sera conduit en fourrière.

Aucun véhicule ne pourra être mis en fourrière sans la demande préalable d'une personne dûment habilitée par le Code de la Route en son article R 325-14.

Les opérations d'enlèvement doivent pouvoir se faire 24h/24 et 7j sur 7,

Le gardiennage des véhicules remisés sur site de la fourrière, devra être assurée 24h/24 et 7j sur 7, jusqu'à leur retrait par les propriétaires, ou créanciers gagistes, ou par les adjudicataires des ventes organisées par les Domaines (R 325.23 du Code de la Route).

La restitution devra pouvoir se faire du 7 JOURS SUR 7

En dehors des horaires proposés par l'exploitant, une astreinte téléphonique sera mise en place pour les restitutions d'urgence. Ce caractère d'urgence sera apprécié par les services de Police.

3.4 - Engagements du délégataire

3.4.1 – Obligations et missions du délégataire

Obligations :

- 1) Il doit être obligatoirement titulaire de l'agrément préfectoral prévu à l'article R 325-24 du Code de la route. Cet agrément est personnel et non cessible; Il devra le fournir à l'autorité délégante à chaque renouvellement.

- 2) L'exploitant assume seul les risques liés à l'exploitation du service public délégué, et il utilisera les terrains ou locaux dont il dispose personnellement, car la commune ne fournit ni terrain ni locaux dans le cadre de l'exercice de cette activité.

Les lieux de gardiennage doivent être clôturés, gardés et sécurisés. Les installations doivent satisfaire aux dispositions législatives et réglementaires présentes et à venir, sur toute la durée de la concession, notamment en matière de normes relatives à la pollution, le bruit, et le traitement des hydrocarbures

- 3) Le concessionnaire a l'obligation de tenir à jour, en permanence, un registre qui pourra être consulté à tous moments par les autorités et personnes habilitées.
- 4) Le concessionnaire doit permettre l'intervention du service des Domaines pour la vente des véhicules abandonnées, et décider de la destruction des véhicules qui n'ont pas trouvé preneur, ou qui ont été refusés par les Domaines.
- 5) Il est également tenu de prendre toutes les mesures propres à garantir la sécurité de son personnel ainsi que de souscrire des contrats d'assurances qui couvrent les différents risques correspondant aux activités relevant du champ du présent contrat.

Les missions :

Le concessionnaire disposera, sans préjudice du droit de contrôle reconnu à l'autorité concédante, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du strict respect des principes d'égalité des usagers, de la continuité du service, de la tarification et des heures d'ouverture,

Le délégataire est entièrement responsable de l'exécution de ses missions, tant à l'égard de l'autorité concédante que des usagers et des tiers.

Il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité, la qualité et la continuité du service public. Les véhicules utilisés devront être adaptés, en bon état de fonctionnement, pouvant effectuer les enlèvements dans un temps minimum, y compris dans les parkings souterrains dont la hauteur est à minima de 2 mètres.

Après la mise en fourrière du véhicule, le concessionnaire notifiera cette dernière au propriétaire par courrier recommandé avec AR en indiquant le délai de retrait et l'ensemble des mentions obligatoires prévues par les articles R 325-32 du Code de la Route.

Le délégataire fait son affaire de tous risques et litiges pouvant résulter des missions exercées au titre du contrat, sans que les conséquences indemnitaires pouvant en résulter ne puissent être mises à la charge de l'autorité concédante. Par conséquent, la responsabilité de l'autorité concédante ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige, sauf faute exclusive avérée de celle-ci.

Pour l'enlèvement des véhicules de type poids-lourds, le concessionnaire est autorisé à demander le concours de professionnels équipés du matériel adéquat.

Le délégataire s'engage à saisir sur le Système d'Information national des Fourrières (SIF) les véhicules enlevés, dans un délai de 48 heures maximum après l'enlèvement. Il saisit les véhicules non réclamés dans ce délai par le propriétaire ou utilisateur. Il saisit également les véhicules à la demande expresse de la police municipale ou des services de police et de gendarmerie nationales.

L'enlèvement des véhicules désignés par les autorités de police compétentes et à leur demande, seront effectués dans un délai de 30 minutes, suivant la réquisition par appel téléphonique.

Concernant des véhicules de type poids-lourds, la durée d'intervention après appel des autorités pourra être prolongée d'une heure,

3.4.2 - Exclusivité

Le présent contrat confère au délégataire l'exclusivité de l'exploitation dans le périmètre défini et durant toute la durée du contrat.

3.5 - Engagements de l'autorité concédante

L'autorité concédante ne saurait mettre en œuvre une activité se rapprochant de celle déléguée. Elle assure la protection de l'exclusivité des missions confiées au délégataire.

L'autorité concédante prend, pour sa part, les engagements suivants :

- La demande d'intervention s'effectuera par téléphone auprès du délégataire,
- La ville devra suivre sur place le déroulement de l'opération d'enlèvement du véhicule en infraction
- Le service de la police municipale devra effectuer en temps utile les démarches administratives nécessaires dont les modalités et procédures sont prévues par les articles du Code de la Route, à savoir :
 - Etablissement d'une fiche descriptive du véhicule, extérieur et intérieur (état sommaire)
 - Rédaction d'un procès-verbal indiquant les circonstances et les conditions dans lesquelles la mesure de la mise en fourrière a été prise
 - Décision de mainlevée si les conditions de réunies, sauf cas où cette décision relève de l'autorité préfectorale.

La ville supportera les frais d'enlèvement de tout véhicule destiné à la destruction, y compris ceux répondant aux dispositions de l'article L 325-9 et R 325-29 (VI) du Code de la Route, qui prévoit l'indemnisation du délégataire dans les cas suivants :

- le propriétaire s'avère introuvable, ou insolvable,

De même, dans le cas où le procureur de la République saisi par le propriétaire du véhicule, déciderait de la mainlevée de la mise en fourrière, les frais d'enlèvement seraient supportés par la Ville.

3.6 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du contrat de concession sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le contrat de concession
- Le mémoire du concessionnaire relatif aux modalités d'exécution de la concession

3.7 - Durée et prise d'effet du contrat

La durée du contrat est de 5 ans.

Le contrat de concession prend effet à compter de la date de notification du contrat.

3.8 - Recours à des tiers - Sous-traitance

Le délégataire peut, mais OBLIGATOIREMENT après accord exprès de l'autorité concédante, sous-traiter à des tiers une partie des prestations qui lui sont confiées. Cet accord ne peut intervenir qu'après transmission, par le délégataire à l'autorité concédante, du contrat de sous-traitance.

Le délégataire demeure personnellement responsable de la bonne exécution du contrat de concession, et ne peut confier à un tiers la totalité des prestations prévues au contrat. Par ailleurs, un tiers à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion ne peut intervenir comme sous-traitant.

Les contrats de sous-traitance ne peuvent, en aucun cas, excéder la durée du contrat de concession.

Les contrats nécessaires à la continuité du service doivent comporter une clause réservant expressément à l'autorité concédante la faculté de se substituer au délégataire dans le cas où il serait mis fin au contrat de concession et, le cas échéant, d'y mettre fin.

Les autres contrats de sous-traitance prendront fin de plein droit en même temps que le présent contrat, quelle qu'en soit la cause. Le délégataire devra obligatoirement faire figurer cette disposition sur les contrats le liant à un tiers.

3.9 - Cession du contrat

Le délégataire ne peut, sous peine de déchéance, céder totalement ou partiellement la concession.

4 - Moyens humains affectés à la concession

4.1 - Personnel du délégataire

Le délégataire recrute et affecte au fonctionnement du service le personnel, en nombre et en qualification, nécessaire à la bonne exécution des missions confiées. Il gère librement le personnel d'exploitation qui lui est propre, et procède sous sa seule responsabilité à toutes les opérations d'embauche, de mutation ou de licenciement.

Le délégataire doit tenir à jour la liste des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) affectés à la concession avec mention de leur statut, qualification, fonction et rémunération. Une liste actualisée du personnel est jointe dans le cadre du rapport annuel remis à l'autorité concédante. Par ailleurs, le délégataire transmet à l'autorité concédante un organigramme mis à jour à chaque modification de l'équipe dédiée à l'exploitation du service, et doit à tout moment être en mesure de communiquer les informations relatives à l'organisation du service.

Dans un délai de 15 jours à compter de l'entrée en vigueur du contrat de concession, le délégataire communique à l'autorité concédante le statut applicable à son personnel (convention collective ou accord d'entreprise).

4.2 - Conditions de travail

Le délégataire est tenu d'exécuter le contrat de concession dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des conditions de travail, notamment des règles relatives à la santé et la sécurité des travailleurs.

Le délégataire doit également être en mesure de justifier à tout moment du respect des dispositions légales et réglementaires prohibant le recours au travail dissimulé, ainsi que du respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, lorsque l'autorité concédante est informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du délégataire au regard des formalités précitées, le délégataire est immédiatement enjoint de faire cesser sans délai cette situation. Le délégataire est tenu d'apporter à l'autorité concédante la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, dans un délai de deux mois. A défaut, le contrat pourra être rompu sans indemnité aux frais et risques du délégataire.

Le délégataire organise un service d'astreinte dans les conditions suivantes : 7j / 7 de jour comme de nuit.

5 - Moyens matériels affectés à la concession

5.1 - Moyens immobiliers mis à disposition du délégataire

L'autorité concédante ne met aucun terrain à disposition.

6 - Conditions d'exploitation

6.1 - Continuité du service

Le délégataire est tenu d'assurer la continuité du service qui lui est confié. Toute interruption dans l'exploitation, pour quelque cause que ce soit, doit être signifiée dans l'heure à l'autorité concédante.

Le délégataire est exonéré de sa responsabilité en cas d'interruption du service dans les cas suivants :

- Destruction de tout ou partie des ouvrages sans cause ou raison imputable au délégataire ;
- Arrêt du service dû à un manquement de l'autorité concédante et présentant pour le délégataire un cas de force majeure ;
- Événement extérieur, indépendant de la volonté du délégataire et imprévisible qui rend l'exécution du contrat de concession impossible ;
- Fait de grève, étranger à la politique sociale du délégataire.

Dans les cas visés ci-dessus, les parties conviennent de se rencontrer dans les plus brefs délais, afin d'étudier l'impact de l'interruption de service sur l'équilibre économique général du contrat.

Toute interruption non justifiée d'une durée supérieure à 24 heures donnera lieu à l'application d'une pénalité, hors cas exonératoires de responsabilité du délégataire stipulés ci-dessus.

6.2 - Contrôle par l'autorité concédante

L'autorité concédante dispose d'un droit de contrôle lui permettant de vérifier que les installations sont exploitées par le délégataire conformément aux dispositions contractuelles et dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'autorité concédante se réserve donc le droit d'effectuer, à tout moment, une visite et une surveillance technique des installations. Le délégataire a l'obligation de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante, et doit lui prêter son concours pour qu'elle accomplisse ce contrôle en lui fournissant tous les documents et l'aide matérielle nécessaire. Ce contrôle ne diminue en rien la responsabilité du délégataire, telle qu'elle est définie dans le présent contrat.

6.3 - Contrats conclus avec des tiers

A la date d'effet du présent contrat, le délégataire reprend toutes les obligations contractées par l'autorité concédante pour la gestion du service et que celle-ci a fait connaître. Toute modification des engagements en vigueur est décidée par l'autorité concédante avec l'avis du délégataire. Par ailleurs, le délégataire fait son affaire de toutes les obligations contractées antérieurement à l'entrée en vigueur du contrat pour la gestion du service telles qu'abonnements à l'eau, à l'électricité, baux, contrats de location, location-vente, etc.

Pendant la durée du contrat de concession, le délégataire est seul responsable des contrats de travaux, de fournitures et de services nécessaires au fonctionnement du service. Par ailleurs, tous les contrats passés avec des tiers et nécessaires à la continuité du service public doivent comporter une clause réservant expressément à l'autorité concédante la faculté de se substituer au délégataire à l'issue du présent contrat.

Le délégataire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fournitures et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité prix de ces prestations.

Le délégataire informe l'autorité concédante, dans le cadre du rapport annuel, de l'ensemble des contrats de prestations conclus avec des entreprises tierces.

7 - Conditions financières et fiscales

7.1 - Rémunération du délégataire

Le présent contrat transfère au délégataire un risque lié à l'exploitation du service. Sa rémunération est principalement constituée par le produit des ressources que procure son exploitation.

Le délégataire est donc autorisé à percevoir les recettes des tarifs appliqués aux usagers, dans les conditions et limites définies au présent contrat.

7.2 - Charges d'exploitation

Le délégataire supporte toutes les charges et frais d'exploitation de la présente concession, y compris ceux résultant d'une modification des conditions d'exploitation normalement prévisibles.

7.3 - Tarification

Les tarifs applicables aux usagers sont définis conformément à la norme de référence suivante : Arrêté interministériel

Les tarifs appliqués sont affichés de manière visible pour la bonne information des usagers à l'entrée des locaux de la fourrière et sur le site internet de l'exploitant ainsi que dans les locaux de la police municipale.

Les frais de mise en fourrière comprennent :

- Les frais d'immobilisation matérielle
- Les frais relatifs aux opérations préalables à la mise en fourrière
- Les frais d'enlèvement
- Les frais de garde en fourrière

Les frais de fourrière ne sont pas dûs par le propriétaire du véhicule lorsque le Procureur de la République ordonne la mainlevée de la mise en fourrière

La perception des frais d'enlèvement exclut celle des frais d'opérations préalables. Lesdits frais sont établis toutes taxes comprises et ne devront faire l'objet d'aucune autre majoration.

8 - Suivi et contrôle de la concession

8.1 - Rapport annuel d'information à l'autorité concédante

Le délégataire produit avant le 1er juin de chaque année un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Le délégataire s'engage à faire certifier par un commissaire aux comptes l'ensemble des éléments financiers de ce rapport.

Ce rapport fait notamment apparaître :

1°) Les données comptables suivantes :

- le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession ;
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;
- un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
- une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public ;
- le cas échéant, un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- les éventuelles autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année.

2°) Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au délégataire. Cette analyse comporte tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers.

3°) Un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Afin d'apprécier la qualité du service rendu aux usagers, le délégataire présente une analyse en prenant en compte les indicateurs suivants :

- Les tarifs appliqués : leur mode de détermination et leur évolution
- Les autres recettes d'application
- Le nombre d'interventions : nature, montant, délai d'intervention,
- Nombre de véhicules détruits,
- Nombre moyen de jours de gardiennage
- Liste des personnels affectés à l'exécution du service
- Les dépenses réalisées

Le rapport annuel d'information est transmis à l'adresse de l'autorité concédante indiquée en page de garde du présent contrat. Son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante, qui en prend acte.

8.2 - Contrôle exercé par l'autorité concédante

Le délégataire est tenu de fournir à l'autorité concédante tous les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat, et au plus tard les 30 juin et 31 décembre de l'année, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

Dans le cadre de son pouvoir de contrôle, l'autorité concédante procède également à toutes vérifications qu'elle estime nécessaire afin de s'assurer du respect des obligations contractuelles du délégataire, et de la préservation de l'intérêt général attaché à l'exécution du présent contrat.

A cette fin, l'autorité concédante peut diligenter tout contrôle sur pièce et/ou sur site, par l'intermédiaire de ses représentants, agents, ou tout tiers spécialement accrédité à cet effet (conseil, expert...). Elle peut notamment se voir remettre ou communiquer tous documents, quel qu'en soit le support, et en obtenir la copie. L'autorité concédante peut également convoquer ou entendre toute personne ayant un lien avec l'exécution du présent contrat et susceptible de l'éclairer dans le cadre de l'opération de vérification.

De manière générale, le délégataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter l'accomplissement du contrôle diligenté par l'autorité concédante, le cas échéant en mettant à disposition le personnel nécessaire.

Les parties s'entendent également sur le fait que les demandes formulées par l'autorité concédante dans le cadre de son pouvoir de contrôle ne doivent pas avoir pour effet de perturber la bonne exécution du contrat.

L'autorité concédante informe le délégataire de son intention de procéder à des vérifications ou audit 8 jours avant les diligenter.

Les frais afférents aux contrôles sont intégralement à la charge du délégataire.

9 - Responsabilités - Garanties - Assurances

9.1 - Responsabilité de l'autorité concédante

La responsabilité de l'autorité concédante ne peut être recherchée à l'occasion de litiges provenant de l'exploitation par le délégataire des installations et équipements. L'autorité

concedante n'est pas responsable des dommages causés par une dégradation ou une usure anormale des ouvrages pouvant être imputée à l'exploitation.

L'autorité concédante reste responsable des dommages liés à l'existence, à la nature et au dimensionnement des ouvrages. Toutefois, la responsabilité du délégataire se trouve engagée si l'insuffisance des installations était prévisible et que l'autorité concédante n'a pas été informée en temps utile par le délégataire.

Il est précisé que les compagnies auprès desquelles le délégataire a souscrit des assurances renoncent à tous recours contre l'autorité concédante et ses propres assureurs sauf en cas de dommage directement ou indirectement lié à un défaut de conformité des installations ou matériels propriété de l'autorité concédante et mis à disposition du délégataire par celle-ci.

9.2 - Responsabilité du délégataire

Le délégataire est responsable du bon fonctionnement du service dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, des règles de l'art et des obligations contractuelles résultant du présent contrat.

En sa qualité d'exploitant, il est également responsable de tous les risques, litiges et indemnités de toute nature résultant de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux biens et aux personnes, sauf si ces dommages sont la conséquence d'une faute de l'autorité concédante.

Le délégataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour n'apporter aucun trouble anormal aux propriétés voisines.

9.3 - Garanties des équipements

Le délégataire tient en permanence à jour la liste des garanties contractuelles et légales, concernant les biens tels que les équipements, infrastructures ou systèmes informatiques dont il a assuré l'achat ou la maîtrise d'ouvrage.

9.4 - Assurances

9.4.1 - Obligation d'assurance

Le délégataire souscrit tout au long de la durée de la concession, auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, l'ensemble des polices d'assurances exigées au titre de l'exécution des obligations qui lui incombent afin de garantir la couverture des risques inhérents à ses obligations. Il est convenu que les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger les garanties en conséquence.

Le délégataire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exécution du service et/ou l'exploitation des ouvrages/équipements. Il est seul responsable vis-à-vis de l'autorité concédante, des usagers, de son personnel et des tiers de tous accidents, dégâts et dommages en résultant.

Dans ce cadre, le délégataire est tenu de souscrire les assurances suivantes :

- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les usagers, le personnel et les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des activités concédées et des activités annexes
- Assurance « Dommages aux biens et pertes d'exploitation » couvrant les risques de toute nature (incendie, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, vandalisme, tempête, recours des voisins ou des tiers...)

- Assurance auto et flotte de véhicules professionnels

Le délégataire est seul responsable de sa propre carence en matière de souscription des assurances liées aux activités entrant dans le champ du présent contrat, d'insuffisance des montants garantis au vu de la valeur des biens de la concession ou du paiement des cotisations afférentes.

Toutes les polices d'assurances devront inclure précisément une clause générale et totale de renonciation à recours contre l'autorité concédante, sauf en cas de faute exclusive et intentionnelle de celle-ci.

En cas de mise en régie provisoire ou résiliation avant la fin de la concession, les contrats d'assurance seront transmis de plein droit à l'autorité concédante sans que l'assureur ne puisse y faire objection. Ils comportent obligatoirement une clause réservant expressément à l'autorité concédante la faculté de se substituer au délégataire en fin de concession, aux mêmes conditions.

9.4.2 - Information de l'autorité concédante

Le délégataire doit justifier auprès de l'autorité concédante, au plus tard à la date de signature du contrat de concession et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation correspondant aux polices d'assurances souscrites et établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit également justifier du paiement régulier des primes.

Toute modification du niveau des garanties doit faire l'objet d'une communication préalable à l'autorité concédante. Les éventuels avenants aux contrats d'assurance ne peuvent avoir pour effet de réduire l'étendue des garanties dans leur portée ainsi que leur montant sans recevoir l'accord exprès de l'autorité concédante.

Il appartient au délégataire de signaler à l'autorité concédante, tout désordre ou sinistre relatif aux ouvrages, équipements et matériels pendant la durée du contrat de concession.

Le délégataire transmet chaque année à l'autorité concédante, dans le cadre de l'envoi du rapport annuel, ou à tout moment sur demande, les attestations d'assurance correspondantes aux polices d'assurance mentionnées au présent article. L'absence de transmission de ces documents, à compter de l'expiration du premier jour de chaque échéance annuelle, constitue une faute, sanctionnée par l'application d'une pénalité.

10 - Sanctions

10.1 - Pénalités

Faute par le délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, et sans préjudice des sanctions coercitives ou résolutoires applicables, des pénalités peuvent lui être infligées par l'autorité concédante. Les pénalités ne s'appliquent pas lorsque le retard ou le manquement est dû à un manquement de l'autorité concédante.

Les pénalités courent, sans mise en demeure, à compter de la constatation du fait générateur. Elles sont exigibles de plein droit à compter du jour suivant l'expiration du délai imparti au délégataire pour satisfaire à ses obligations.

Le versement des pénalités au profit de l'autorité concédante doit être effectué dans un délai de 15 jours à compter de la réception du titre de recette notifié au délégataire. Toute somme non versée

dans le délai imparti donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts moratoires calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points.

Les pénalités prévues au présent contrat sont les suivantes :

Dans le cas où le délégataire ne remplirait pas les obligations imposées par le présent contrat de concession, des pénalités pourront lui être infligées sans préjudice, si l y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

En cas de non-respect des délais d'enlèvement des véhicules, une pénalité de 100 € HT par intervention sera appliquée sans mise en demeure préalable

En cas de non-respect des délais de restitution des véhicules, une pénalité de 100 € HT par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable

10.2 - Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, l'autorité concédante peut prononcer la déchéance du délégataire et résilier le contrat de concession à ses torts exclusifs, notamment dans les cas suivants :

- Fraude, malversation ou délit de la part du délégataire ;
- Inobservation ou transgression grave et répétée des dispositions du présent contrat ;
- Dissimulation ou falsification d'informations devant être communiquées à l'autorité concédante ;
- Interruption totale du service ne résultant pas d'un cas de force majeure ou d'un fait de grève externe au délégataire ;
- Sécurité compromise du fait du délégataire par défaut d'entretien des ouvrages, équipements et matériels dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et les dispositions du présent contrat ;
- Cession totale ou partielle du bénéfice du présent contrat sans autorisation préalable de l'autorité concédante.

Sont considérés comme exonérateurs, les cas de force majeure ou le fait de grève externe au délégataire, lorsque celui-ci justifie être dans l'impossibilité absolue d'exécuter sa mission dans le respect des dispositions du présent contrat.

Le délégataire ne pourra prétendre à aucune indemnisation spécifique au prononcé de la mesure de déchéance. Il pourra en revanche obtenir le remboursement des dépenses d'investissement qu'il a effectuées et relatives aux biens nécessaires ou indispensables à l'exécution du contrat de concession, à leur valeur non amortie et évaluée à la date à laquelle ces biens font retour à l'autorité concédante.

La déchéance est prononcée après mise en demeure adressée au délégataire et restée sans effet dans le délai imparti par l'autorité concédante. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification au délégataire.

Lorsque le manquement du délégataire présente un caractère irréversible, la déchéance peut être prononcée sans mise en demeure préalable.

11 - Résiliation du contrat

11.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité concédante peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution du contrat de concession pour motif d'intérêt général. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification au délégataire.

La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnisation du préjudice subi, conformément aux dispositions de l'article L. 3136-10 du Code de la commande publique.

Le délégataire est indemnisé du préjudice subi à raison du retour anticipé des biens, à titre gratuit, dans le patrimoine de l'autorité concédante, lorsqu'ils n'ont pas été totalement amortis. L'indemnité est calculée dans les conditions suivantes :

- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité est égale à la valeur nette comptable des biens ;
- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat.

11.2 - Résiliation en cas de dissolution, redressement et liquidation judiciaire

En cas de dissolution du délégataire, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat, dès la date de publication de la dissolution au Registre du Commerce et des Sociétés, sans attendre que les procédures engagées aient abouti.

En cas de redressement judiciaire du délégataire, l'autorité concédante peut prononcer la résiliation de plein droit du contrat si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du délégataire ou si la mise en demeure reste sans réponse pendant plus d'un mois.

En cas de liquidation judiciaire du délégataire, la résiliation intervient automatiquement de plein droit le jour suivant le jugement correspondant.

L'ensemble de ces mesures de résiliation pourront être appliquées sans que le délégataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, à l'exception de l'indemnisation liée au retour anticipé des biens, et sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts au profit de l'autorité concédante.

11.3 - Résiliation pour force majeure

La force majeure est caractérisée par la survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible dans sa survenance, et irrésistible dans ses effets.

Aucune des parties n'encourt de responsabilité ou de sanction pour n'avoir pas exécuté ou avoir exécuté avec retard une de ses obligations dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

La partie qui invoque la force majeure prend, dans les meilleurs délais, toutes les mesures envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la limite des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsqu'un événement de force majeure se prolonge au-delà d'une période de 6 mois, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'autorité concédante.

La résiliation pour force majeure entraîne l'indemnisation du délégataire dans les mêmes conditions que la résiliation pour motif d'intérêt général.

12 - Fin du contrat

12.1 - Faits générateurs

Le présent contrat prend fin dans les cas suivants :

- à la date de son échéance ;
- en cas de résiliation pour faute ;
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général ;
- en cas de dissolution, redressement ou liquidation judiciaire du délégataire ;
- en cas de résiliation pour force majeure prolongée ;
- en cas de résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence ;
- pour tout autre cas de résiliation prévu au contrat.

Quel que soit le fait générateur de la fin du contrat, le délégataire s'engage à :

- fournir tout document ou renseignement de nature à permettre à l'autorité concédante de lancer une nouvelle consultation afin d'assurer la poursuite de l'objet du présent contrat ;
- se rapprocher de l'autorité concédante afin d'examiner la situation des personnels affectés à l'exploitation du service, pour l'application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

12.2 - Continuité du service en fin de contrat

L'autorité concédante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le délégataire.

D'une manière générale, l'autorité concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le changement d'exploitant.

Au plus tard 1 mois avant la date d'expiration du présent contrat, ou dans les meilleurs délais à compter de la date de notification de la décision de résiliation, le délégataire remet à l'autorité concédante une liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services (électricité, téléphone, matériel d'exploitation, etc.) qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières) afin de permettre à l'autorité concédante ou au nouvel exploitant d'en obtenir le transfert ou la résiliation suite à la fin du présent contrat.

L'autorité concédante, ou le nouvel exploitant qu'elle aura désigné, se trouvent subrogés dans les droits et obligations du délégataire à la date d'expiration du présent contrat, sauf pour les factures émises par le délégataire et les réclamations des usagers.

Le délégataire maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à l'expiration de la concession. En outre, le délégataire s'engage à ne pas prendre, l'année précédant la fin du présent contrat ou le cas échéant dès notification de sa fin anticipée, de décision ou ensemble de décisions qui soit de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, ainsi que le personnel affecté à la concession, sans l'accord préalable écrit de l'autorité concédante.

13 - Dispositions diverses

13.1 - Règlement des litiges et langues

Les contestations qui s'élèvent entre l'autorité concédante et le délégataire, au sujet du présent contrat ou de ses annexes, sont soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de l'autorité concédante.

Préalablement à tout recours contentieux, les contestations peuvent être portées par la partie la plus diligente devant un tiers choisi d'un commun accord qui s'efforce de concilier les parties.

Par ailleurs, toute correspondance relative à l'exécution du présent contrat est rédigée en langue française ou accompagnée d'une traduction en langue française.

13.2 - Notification, élection de domicile

Pour l'exécution du présent contrat, les parties font élection de domicile aux adresses suivantes :

- Pour l'autorité concédante, à l'adresse indiquée en page de garde ;
- Pour le délégataire, à l'adresse indiquée en tête du présent contrat.

Toute notification au délégataire d'une décision ou information qui fait courir un délai est, sauf stipulation contraire expresse, réalisée par tout moyen propre à ce que le délégataire en accuse réception de manière certaine (lettre recommandée avec accusé de réception, échange dématérialisé permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information).

En cas de changement de domiciliation du délégataire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée (physique ou électronique) avec accusé de réception, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

13.3 - Traitement des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'autorité concédante a la qualité de "responsable de traitement", et le délégataire celle de "sous-traitant" du responsable de traitement.

Le délégataire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

14 - Pièces annexes

Les pièces suivantes sont annexées au présent contrat :

ANNEXE 1 : DELAIS PREVUS DANS L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET AMPLITUDE HORAIRE PROPOSE AUX USAGERS

ANNEXE 2 : MEMOIRE TECHNIQUE FOURNI A LA REMISE DE L'OFFRE ET CONTRACTUALISE LORS DE LA SIGNATURE DU CONTRAT DE CONCESSION

15 - Signature

Fait à Ollioules,

Le 25.04.2024

Pour l'autorité concédante

Pour le délégataire

A OLLIOULES, le 25/04/2024

Monsieur le Maire,

SAS LE RELAIS DU CASTELLET

RN 8 Quartier de la Gorgue

83330 LE BEAUSSET

Tél : 04 94 30 48 40 - Fax : 04 94 90 52 06

RN : 76 26783

RC 320 992 126 / 81 B 80

ANNEXE 1

1° Délai proposé dans le cadre de l'enlèvement du véhicule (hors poids-lourds) à compter de l'appel téléphonique des autorités compétentes :

45 minutes maximum

2° Amplitude horaire proposée pour la restitution du véhicule mis en fourrière :

Jours d'ouverture : 7j/7

Horaires d'ouverture : de 6^h à 23^h

3° Horaires de l'accueil téléphonique pour les appels en fourrière et les demandes de renseignements et de restitution des usagers :

du lundi au vendredi de 8^h à 12^h et de 14^h à 18^h
en dehors de ces horaires un service
d'astreinte est en place

ANNEXE 2

mémoire technique mettant en exergue les éléments suivants :

1° Les moyens matériels et humains dédiés à cette activité de fourrière :

- Nombre de véhicules : 4
- Types de véhicules d'enlèvement, selon la demande, leur ancienneté :

I. Suzuki 4x4

Iveco 12 tonnes

Renault Daxity

Renault Midlum 10 tonnes

- Nombre de personnes prévues et indication des formations de ces dernières

2

3° Caractéristiques du site : terrain, équipements, installations : capacité de stockage, sécurité du lieu, moyens mis en œuvre pour la surveillance et le contrôle des accès.

Site placé sous videur surveillance
avec autorisation de la préfecture.

Les véhicules sont stockés dans un
parc fermé avec une capacité
de 2800 m² et donc +/- 40 véhicules

Le garage est fermé par un portail
principal et les 2 parcs de stockage
ont chacun des portails à fermeture
électrique.

2° Qualité du service aux usagers : modalités d'accueil des usagers, accessibilité du site,

Site accessible du lundi au vendredi
de 8^h à 12^h et de 14^h à 18^h

En dehors de ces horaires un service
d'astreinte est disponible

L'accueil des clients se fait à l'accueil
du garage. Une facture est délivrée
après règlement des frais de parking

Le garage est facile d'accès situé
sur la N18.

Les tarifs de frais de parking sont
affichés à l'accueil du garage

4° Performance en matière de protection de l'environnement : engagement sur une démarche éco-responsable, certification ou labellisation

Tous les véhicules qui partent
à la destruction sont dépouillés
avant le passage de l'épave
le carburant ainsi que tous
les liquides et les batteries sont
retirés des véhicules.